

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N°126

3 OCTOBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

1,50 F

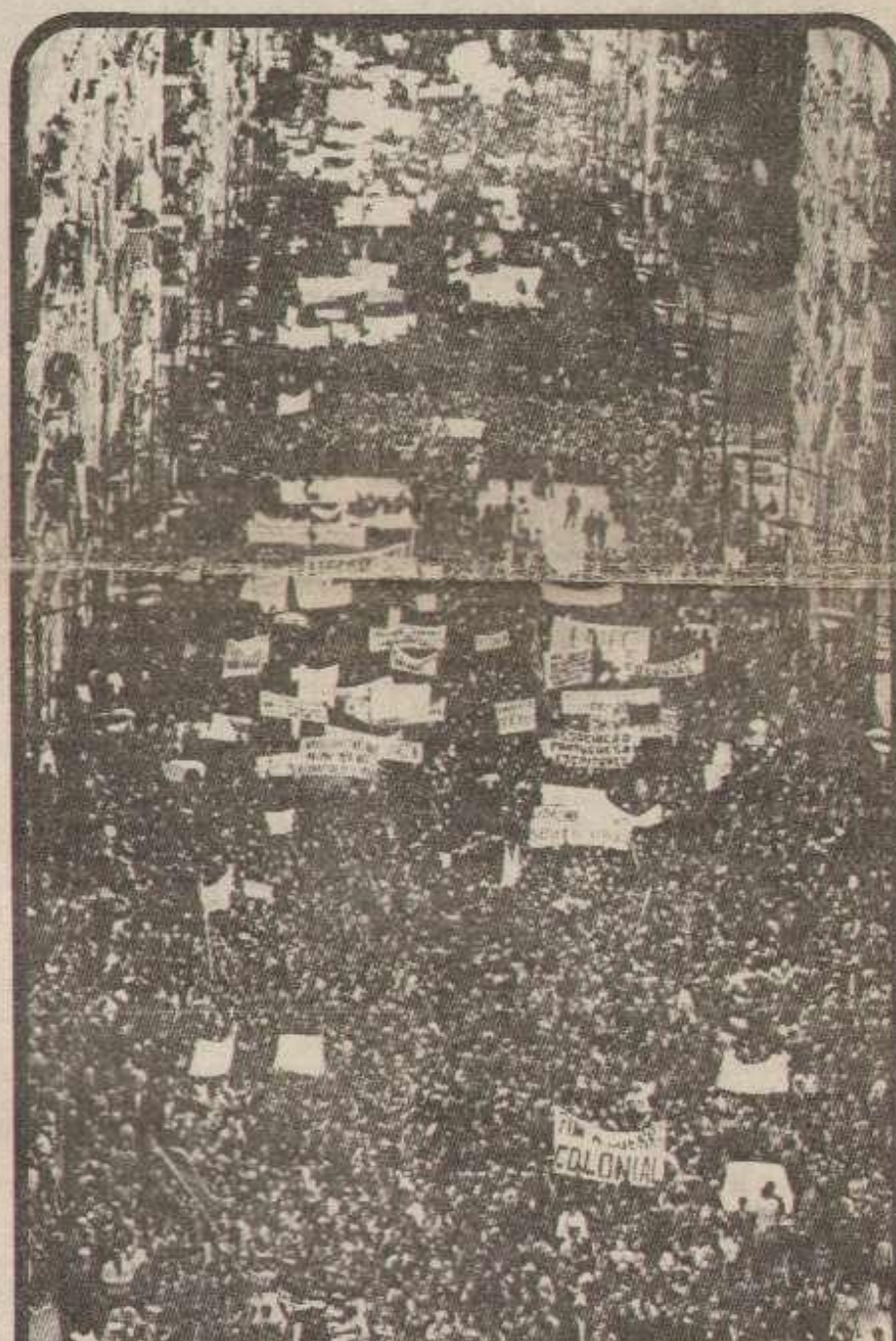
ASSEZ DE CHANTAGE A LA PENURIE

- * non au rationnement
- * à la bourgeoisie de payer la crise

éditorial p.2

*assises du "socialisme":
non à la manœuvre
des réformistes du P.S.*

p. 4-5



Ce sont les masses portugaises qui ont contraint
Spinola à démissionner.

**LE PEUPLE
PORTUGAIS
RESTE VIGILANT**
nouvel échec
pour Spinola et
les fascistes

p.7

éditorial

ASSEZ DE CHANTAGE

La campagne alarmiste que nous dénonçons dans Front Rouge de la semaine dernière ne diminue pas, au contraire. «Le Point» et «L'express» envoient au Président de la République des lettres ouvertes lui réclamant de dire la vérité sur la situation aux Français, si catastrophique soit-elle, et de ne pas hésiter à prendre toutes les mesures si extrêmes soient-elles. La presse quotidienne et la radio prennent le relais, chacun laisse entendre que la situation économique est effectivement très grave, que l'on va vers un nouveau 29 : «Situation économique, nouveau cri d'alarme : l'heure n'est plus aux profits mais à la survie», titre France-Soir du 28 septembre !

Mais aucun de ceux qui crient à la catastrophe ne fournissent d'analyse précise, de justifications au jugement qu'ils portent. Le déficit du commerce extérieur, dû pour l'essentiel au renchérissement du prix du pétrole, l'augmentation du nombre de faillites ces derniers mois, dues aux restrictions de crédits ordonnées par Giscard pour accélérer les restructurations des «secteurs retardataires», enfin la persistance de l'inflation sont généralement les trois éléments les plus cités pour justifier la campagne alarmiste. Mais cela peut-il être suffisant alors qu'à côté de cela d'autres indices, d'autres chiffres révèlent la bonne santé de certains secteurs, le développement de la production, et l'accroissement des profits réalisés. Par exemple, si on compare l'évolution du chiffre d'affaires de certaines entreprises entre le premier semestre 73 et le premier semestre 74, on trouve une augmentation de 45% pour Péchiney-Ugine-Kuhlman, de 26% pour Roussel-Uclaf, 24% pour Moulinex, 61% pour la SMN, 28% pour BSN-Gervais-Danone, 35% pour Creusot Loire... Ce qui constitue une progression appréciable même en regard du rythme annuel de l'inflation. Entre juin 73 et juin 74, la progression industrielle s'est accrue en volume de 5%. La sidérurgie a connu un accroissement de ses commandes de 5% par rapport à l'année dernière, tandis que les exportations de Savien ont progressé de 40% en un an...

Ainsi plutôt que de parler de catastrophe économique qui va se précipiter, il est plus conforme à la réalité de parler des difficultés accrues rencontrées par les capitalistes français, conséquence directe de l'alignement des contradictions inter-impérialistes, de la lutte des pays dominés pour le contrôle de leurs richesses nationales, et des luttes résolues que mènent aujourd'hui la classe ouvrière et les paysans pauvres.

Alors se pose la question, pourquoi une telle campagne alarmiste, quel est le but poursuivi par la bourgeoisie en dramatisant ainsi ? Une telle campagne est le fondement nécessaire au gouvernement pour tenter de faire accepter des mesures de sous consommation des masses. En accréditant l'idée d'une crise grave, le gouvernement justifie du coup ces appels à la «solidarité nationale», «aux sacrifices nécessaires», au «rationnement»... En prenant quelques mesures spectaculaires comme la restriction du fuel domestique, le gouvernement accorde l'idée qu'il a engagé la bataille pour faire face à la crise, que la situation peut s'améliorer à condition que chacun y mette du sien. Le caractère incohérent,

et avant tout anti-populaire de ces restrictions peut pourtant difficilement être caché :

- anti-populaire parce que, alors que l'hiver s'annonce rigoureux, on condamne les familles populaires logées en H.L.M. ou autre, à grelotter de froid, payer des médicaments en supplément... ou à acheter un chauffage d'appoint, au moment même où leur pouvoir d'achat est sérieusement amputé. A l'école les enfants doivent rester assis des heures durant sans chauffage, souvent condamnés à conserver leur manteau pendant les cours.

- incohérente parce que pendant ce temps, le fuel industriel coule à flot dans les citernes capitalistes, et que se développent les achats de chauffage électrique... dont la consommation énergétique à rendement en chaleur égale, est supérieure au chauffage au fuel !

Ces mesures s'intègrent ainsi à un plan précis : faire croire aux travailleurs que la gravité de la situation exige des restrictions importantes, qu'ils doivent modérer leurs revendications, laisser amputer leur pouvoir d'achat chaque mois, accepter les licenciements et les restructurations, tolérer toutes les difficultés créées par le capitalisme moderne aujourd'hui : transport, logement, santé... La bourgeoisie cherche par ce moyen à obtenir des travailleurs qu'ils n'engagent pas de luttes, qu'ils se solidarisent pendant la crise avec leurs exploiters. Voilà le but précis de la campagne de dramatisation.

Et pour rendre plus convaincant cet appel, pour éviter que les travailleurs ne s'interrogent sur la réalité de la crise, sur les profits supplémentaires qu'empoche la bourgeoisie avec ces restrictions, cette dernière n'a pas hésité à fournir des boucs émissaires. Il s'agit des pays arabes producteurs de pétrole et de leur peuple. Les menaces ouvertes d'intervention militaire proférées par Ford, relayées par celles plus voilées mais sans ambiguïté de Kissinger, de Sauvagnargues, le ministre français des affaires étrangères, et par bien d'autres ministres français, ont pour objectif à la fois d'exercer des pressions sur les pays producteurs de pétrole, mais aussi de mobiliser les peuples des pays capitalistes contre ces pays, écartant du même coup l'attention de ces peuples sur la responsabilité du capitalisme dans la situation intérieure respective de leurs pays.

Que la révalorisation des prix du pétrole crée un déséquilibre dans la balance commerciale des pays capitalistes et contribue à aggraver leurs difficultés, voilà qui est parfaitement exact. Cela n'altère en rien le caractère absolument juste de la revendication des pays producteurs de pétrole qui tentent de mettre un frein au pillage pendant des décennies de leurs richesses et de leur peuple, qui tentent, en réajustant le prix de leur pétrole, de faire face au rythme d'inflation qui sévit dans les pays capitalistes et qui rogne sans cesse le pouvoir d'achat des pays producteurs qui veulent acheter des produits manufacturés, des moyens de production pour s'équiper... Sait-on par exemple que les dernières hausses de pétrole ont simplement ramené le pouvoir d'achat de ces pays à ce qu'il était au début des années 60 ! En fait, la lutte pour le contrôle de leurs richesses des pays dominés, qui prend une grande ampleur ces dernières années, loin de porter atteinte aux intérêts des peuples des pays capitalistes, leur

apporte une aide importante : elle vise le même ennemi que celui qu'affronte l'ouvrier et le petit paysan de notre pays, la bourgeoisie impérialiste. En développant une campagne raciste et chauvine sur les responsables de la crise, la bourgeoisie tente de masquer ses responsabilités, de dévoyer la colère légitime des masses vers ceux qui sont leurs alliés naturels ; elle tente d'empêcher les luttes des peuples opprimés et du peuple de France de s'unir pour lui porter des coups.

Dresser les travailleurs contre les peuples arabes, organiser la sous consommation des masses, prévenir le développement des luttes, voilà donc le but recherché avec cette campagne de dramatisation. Face à cela, que répond la «gauche», que propose-t-elle ? S'agit-il de dénoncer ce chantage à la crise, sagit-il d'appeler les travailleurs à engager résolument l'action contre les mesures de sous-consommation des masses ? Nullement. Ni Marchais, ni Mitterrand, qui tous deux ont fait connaître leurs propositions ce dernier mardi, ne contestent l'existence d'une crise économique : le désaccord avec Giscard porte avant tout sur les moyens à mettre en œuvre pour résoudre cette crise. Comment guérir le capitalisme français ? Chacun des leaders de la gauche y va de ses propositions et offre ses services pour gérer ses intérêts défaillants. Il est caractéristique, par exemple que dans son discours d'Albertville, Marchais ne consacre qu'une dizaine de lignes au relèvement des salaires et au maintien de l'emploi contre une page entière au rétablissement du commerce extérieur, au développement du crédit pour les patrons petits et moyens, à la rémunération de l'épargne... Et encore, le relèvement des salaires n'est même pas chiffré, tandis que le maintien de l'emploi, dans la bouche de Marchais, prend forme «si nécessaire de reclassements».

Mitterrand, dans sa conférence de presse «économique» n'est pas plus bavard sur ces problèmes importants qu'affrontent les travailleurs ; il propose bien la réduction de la TVA sur les produits de première nécessité, mais propose en même temps le lancement d'un emprunt de 20 milliards (le double de l'emprunt prévu par lui-même lors de sa campagne présidentielle). Mais qui remboursera cet emprunt, qui remboursera son intérêt ? Aucune indication n'est donnée là-dessus, et pour cause, puisque ce sont les travailleurs par le biais de l'impôt qui rémunéreront cet emprunt !

Mais là où la «gauche» révèle le plus clairement la nature de ses propositions, c'est dans son attitude face à l'appel à la «solidarité nationale» lancé par le gouvernement. Certes, on le dénonce en paroles, on refuse «l'union sacrée» mais pour y opposer quoi ? le consensus national ! «Il n'y a pas de politique économique crédible sans un consensus social... sans une répartition légitime de l'effort demandé à chacun», déclare Mitterrand lors de sa conférence de presse. C'est à dire que loin de combattre le thème de la solidarité nationale, de solidarité entre classes exploiteuses et classes exploitées, Mitterrand défend l'idée d'une «répartition légitime de l'effort demandé à chacun», soit, si on le comprend bien, d'une répartition légitime entre les exploiters et les

A LA PENURIE

exploités. On le voit, le programme économique de Mitterrand se réduit purement et simplement à un programme de collaboration de classe, il ne vise rien d'autre qu'à faire accepter aux travailleurs de retrousser leurs manches pour permettre aux capitalistes d'affronter leurs difficultés. Ainsi au moment où la bourgeoisie française a particulièrement besoin d'enregistrer des succès dans sa politique de collaboration de classe, on voit Mitterrand qui arrive à la rescousse, développe des thèmes similaires et ne se différencie de l'actuel gouvernement que parce qu'il s'affirme mieux placé que lui pour pratiquer sa politique, compte tenu de l'influence de la «gauche» chez les travailleurs. Voilà à quoi se résument les propositions de la gauche !

En fait, si on veut caractériser la nature de la crise de la bourgeoisie, au-delà de ses difficultés économiques, force est de constater qu'il s'agit bien d'une crise politique. L'impérialisme français est aujourd'hui confronté à des mouvements qui se déroulent sur la scène mondiale qui rejaillissent directement sur ses relations avec les masses ; face aux pressions hégémoniques des 2 super-puissances, face au développement irréversible de la lutte des pays dominés pour le contrôle de leur richesse, l'impérialisme français, impérialisme secondaire, ne peut éviter que les décisions qu'il prend, les manœuvres qu'il tente aient des conséquences directes immédiates sur ses relations avec les masses, le renforcement de leur exploitation, et que ces conséquences soient directement perçues par les masses : quand Bonnet capitule à Bruxelles et laisse l'impérialisme allemand attaquer le niveau de vie des petits paysans français, ces derniers en ont aussitôt conscience et se mobilisent contre la capitulation du gouvernement ; quand le gouvernement pour régler ses différends avec les pays producteurs de pétrole, organise le rationnement et les restrictions, félicite aussitôt pour cela par le chef de file US, les masses populaires en France sont directement concernées. Un certain nombre de signes montrent que la bourgeoisie ne peut plus aujourd'hui gouverner comme avant. L'effondrement du gaullisme, consacré par l'élection de Giscard n'a pas pour seule conséquence des changements de politique étrangères dans les rapports avec les USA. La stabilité du système politique bourgeois introduit par de Gaulle avec la constitution de 58, stabilité qui a permis à l'impérialisme français de perpétuer et de renforcer l'exploitation des peuples néo-coloniaux et du peuple de France, ne joue guère plus aujourd'hui. Quand on compare ce qui faisait les atouts de la stabilité politique gaulliste (un personnel politique issu pour certains, des castes de la bourgeoisie qui ont participé à la résistance, et pour cela ont pu jouir d'un certain prestige devant les masses, un parti dominant docile relayé des décisions gouvernementales au parlement et aussi dans les masses, un projet politique impérialiste dans une certaine mesure cohérent, articulé autour des thèmes de la décolonisation, de l'indépendance nationale qui pouvait être capable de duper les masses) avec ce qui existe aujourd'hui, Giscard apparaît clairement comme dépouillé de ces atouts. Alors qu'il apparaît surtout aux yeux des masses populaires comme l'aristocrate de

l'argent, le représentant des trusts et des banques, il ne dispose pas, loin s'en faut, d'un parti politique suffisamment important et représentatif pour échapper aux pressions et aux revirements éventuels de ses alliés. Mais ce qui apparaît le plus gravement encore, c'est l'absence de projet politique cohérent susceptible de duper et de mobiliser les masses. Qu'il s'agisse de la construction européenne qui, malgré les affirmations de Giscard vient d'être bloquée net après l'opération coup de poing de Schmidt, qu'il s'agisse des accords directs d'Etat à Etat avec les pays arabes, qu'il s'agisse de définir la politique de défense nationale de l'impérialisme français... aucun projet précis ne se dessine avec des chances d'arriver à son terme. Le thème du changement, mille fois ressassé par les ministres, le néo-libéralisme affiché par Giscard d'Estaing tentent d'en tenir lieu. Mais avec un projet d'une telle consistance, on ne va pas loin ! Entre autres, face à ses difficultés économiques, la bourgeoisie ne pouvait compter sur ces seuls thèmes pour espérer imposer aux travailleurs les restrictions qu'elle programme. La campagne de dramatisation, et l'appel aux restrictions librement consenties qui ont effacé la campagne sur le changement, révèlent aussi crûment ce qu'un tel gouvernement peut proposer aux masses et ne peut qu'accroître ses difficultés pour gouverner et perpétuer la domination politique bourgeoise. Le fait que «l'Union de la Gauche» dont le programme a déjà été en plusieurs points appliqué par Giscard (droit de vote à 18 ans, rembrusement de la pilule...) ne se différencie guère, comme nous l'avons vu plus haut, des propositions de la bourgeoisie, et est aussi un des signes de la crise politique actuelle : sans proposition nouvelle, un gouvernement de «gauche», s'il constitue toujours un recours pour la bourgeoisie aujourd'hui, ne saurait résoudre les difficultés qu'elle affronte aujourd'hui.

Devant cette situation, notre Parti appelle les travailleurs à démasquer la campagne mensongère de dramatisation. Refusons de faire les frais des difficultés de la bourgeoisie, refusons les restrictions que la bourgeoisie tente d'imposer pour sauvegarder ses profits.

Notre Parti appelle les travailleurs à rejeter les solutions de rechange, imaginées par la «gauche». Refusons le «consensus national» de Mitterrand, refusons la solidarité entre exploiters et exploités au nom de l'intérêt national.

Notre Parti appelle les travailleurs à rejeter tous les appels au calme, à la patience, à refuser de modérer leurs revendications et à engager la lutte résolue pour imposer leur satisfaction à l'exemple des travailleurs de Titan-Coder, ou des tanneries d'Annonay qui combattent depuis plusieurs mois contre les licenciements.

Organisons-nous pour imposer la levée des mesures de restriction, dans les HLM et dans les quartiers, à l'usine. Suivons l'exemple des travailleurs de Schlumberger qui se sont mis en grève illimitée pour imposer le chauffage dans l'usine, et l'ont obtenu deux heures après.

A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !

Marc ANDRE

Après 7 semaines de conflit et 2 semaines d'occupation, la bourgeoisie misant ouvertement sur le pourrissement du conflit, a tenté de porter un nouveau coup aux grévistes de Titan-Coder, en faisant envoyer à toutes les usines 2.700 lettres de licenciement.

A MARSEILLE : le paiement de la première quinzaine de septembre, prévu le 23, avait été retardé sous divers prétextes par l'administrateur judiciaire, espérant ainsi décourager les grévistes ; il est finalement intervenu samedi. On voit ce que valent les promesses de Durafour qui prétendait qu'il n'y aurait pas de lettre de licenciement et qui lors du voyage à Paris s'était même avancé jusqu'à promettre aux ouvriers d'être payés pendant un an, s'ils acceptaient leur licenciement... Belles promesses quand on sait aujourd'hui, que plusieurs dizaines de travailleurs licenciés en mai 74 n'ont encore rien touché...

Aujourd'hui, plus que jamais, le problème du financement se pose et est une des conditions de la victoire. On comprend mal qu'il n'ait pas été pris en main plus tôt par l'inter-syndicale.

Aujourd'hui, l'idée fait son chemin : «produire pour tenir» ; un ouvrier a proposé de réaliser des objets en fer forgé, un autre a étudié avec ceux de Villefranche, rencontrés en montant à Paris, la fabrication de cendriers en métal. Pour sa part, le Comité de Soutien, constitué à l'appel de notre Parti, a tiré des macarons : «non au démantèlement, non aux licenciements, Coder vaincra» qu'il vend au profit des grévistes.

Contrairement à ce qu'espère la bourgeoisie, la combativité s'est accrue, c'est ainsi que la chambre patronale de la métallurgie, rue du Prado, a été occupée par les grévistes et leurs femmes, car dans ce conflit, il faut souligner que les femmes sont fermement mobilisées aux côtés de leurs maris. Mais les dirigeants révisionnistes des syndicats ont peur de l'initiative des ouvriers et ne font rien pour les encourager ou tout pour les limiter : limitation de l'occupation

de la chambre patronale à une heure ; organisation d'une journée portes ouvertes («sur invitations»). Ils ont fait visiter l'usine aux élus de gauche et à diverses personnalités, comme, par exemple, les représentants de l'entreprise commerciale STIRK, constructeur de matériel routier, intéressé par un éventuel rachat.

Deferre bien silencieux depuis le début du conflit, s'est fait excuser, et avait préféré inaugurer les grandes orgues de l'Eglise Saint Victor, tandis que le PS au bout de 7 semaines de conflit appelait à la reprise par une entreprise publique.

Mais aujourd'hui, la combativité reste grande, renforcée par la lutte des 120 ouvriers de Metalinox-Marseille qui occupent eux-aussi leur usine pour faire face à la fermeture que veut leur imposer le groupe Babcock qui se restructure.

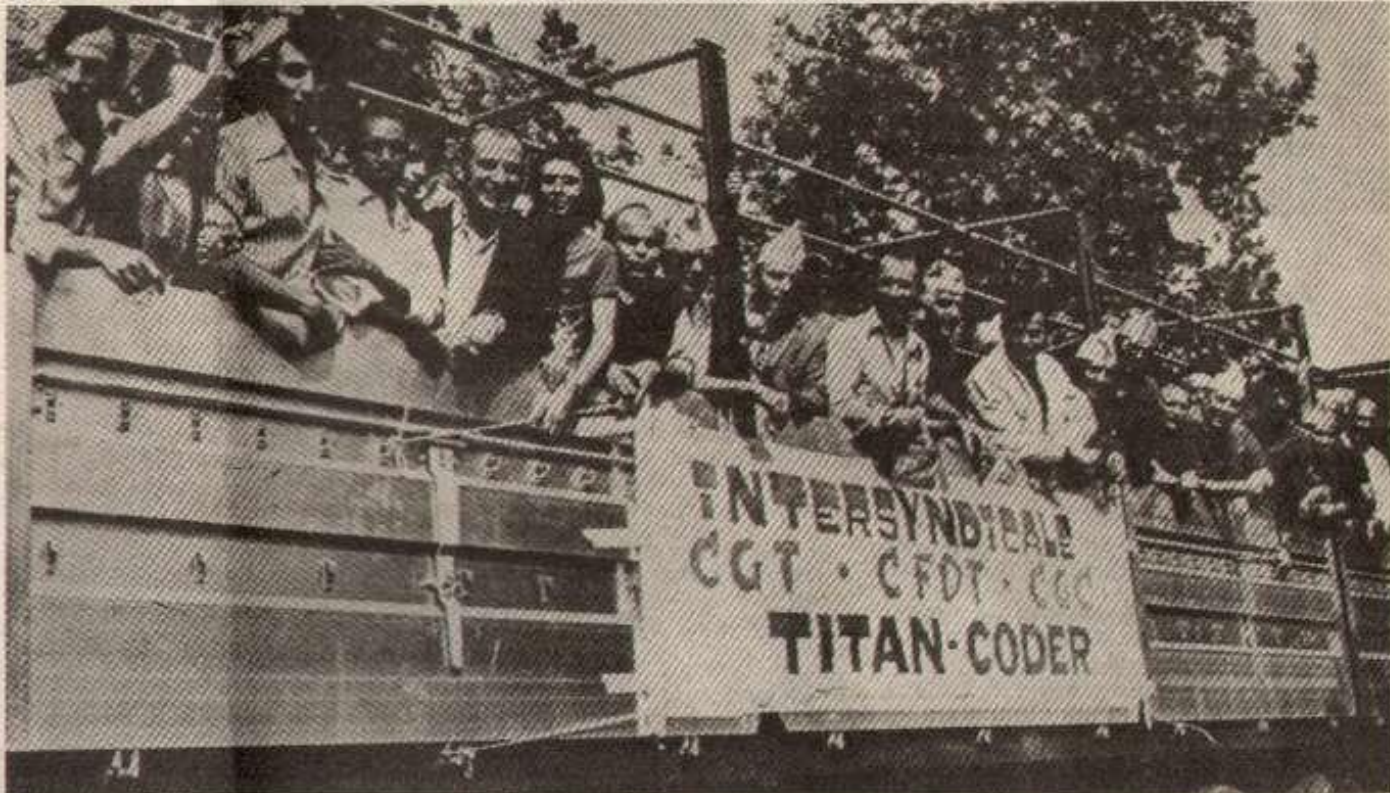
A VILLEFRANCHE, une manifestation de plus de 1500 personnes a eu lieu mardi, manifestation très importante pour la petite ville de Villefranche et qui témoigne de la combativité. Berliet a proposé lui aussi sa «solution régionale», l'embauche des 350 ouvriers de Francéco-Villefranche, ce qui veut dire 40 km de transports, la déqualification.

Les travailleurs refusent le démantèlement et ont répondu comme il convenait à Berliet en disant qu'ils «ne pouvaient y avoir de solution partielle pour Titan-Coder».

Fruehauf d'autre part, se déclarait prêt à reprendre Marseille et Villefranche si un contrat de 6000 citernes avec l'Iran était signé...

Malgré les manœuvres de la bourgeoisie qui mise sur le pourrissement et l'intimidation, malgré ces tentatives de démantèlement par des offres du rachat qui se proposent à gauche et à droite, les travailleurs de Titan-Coder maintiennent leur unité et contrairement à ce qu'esquissent la bourgeoisie, renforce leur combativité. Les travailleurs de Maubeuge, Villefranche, Marseille et notre Parti sont à leurs côtés jusqu'à la victoire.

titan coder : 7ème semaine de grève non aux licenciements non au démantèlement



la solution renault : une solution capitaliste comme les autres ...

Les révisionnistes du PtC>F et les réformistes du PS essaient de se servir de la lutte de Coder pour faire croire à la classe ouvrière que la solution Renault était la meilleure parce que Renault est «nationalisé» et que, sous-entendu, avec Dreyfus comme PDG et en changeant de statut juridique, l'ouvrier serait moins exploité.

Un exemple parmi tant d'autres permet de prouver le contraire. L'usine Richard Continental de Villeurbanne, fabricant de tracteurs a été rachetée par Renault en 1969. Quelle en a été la conséquence pour les travailleurs de Richard : la restructuration de l'usine en 1969.

Celle-ci a commencé par le licenciement de 100 ouvriers en maladie, s'est poursuivie par une politique de mutations sous peine de licenciements (comme à la SNIAS «nationalisée» aujourd'hui) à Boulogne-Billancourt avec le reclassement comme OS et la baisse de salaire... une politique délibérée de chômage partiel en janvier-février 1969, et le chantage à la suppression de la prime de reclassement en octobre pour accélérer les départs «volontaires», le tout accompagné par un chantage bien organisé sur les difficultés financières de ce secteur... et le chantage à l'abandon de la division tracteurs.

On voit donc qu'à Coder, que ce soit Renault ou Berliet ou un autre qui soit obligé de reprendre l'usine, seule la vigilance ouvrière leur imposera le non-démantèlement et le non-licenciement.

faulquemont : non à la fermeture des mines



On ferme Faulquemont, «les mines de charbon ne sont pas rentables» so-disant.

Pas rentables pour qui ? Pour les compagnies pétrolières qui ne peuvent que se réjouir de l'abandon de la production charbonnière. Sans doute. Pour les fabricants de «chauffages d'appoints» ? Certainement si l'on se réfère à un marchand de ces appareils électriques interviewé à la télévision et qui déclarait avoir vendu 10 fois plus d'appareils en un jour que dans tout le mois de septembre de l'an passé. Bien sûr, pour le gouvernement, l'électricité cela n'a rien à voir avec l'énergie ! Quant aux trusts pharmaceutiques, eux qui utilisent une quantité non négligeable de pétrole pour la fabrication des médicaments, ils doivent aussi se frotter les mains, certes pas pour se réchauffer, nul doute qu'il ne fait pas 15 à 16° chez eux, température qui est celle des HLM, non chauffées actuellement, et qui fait qu'il y a tant de clients dans les pharmacies par ce froid précoce. Pour ce qui est des fabricants d'isolants thermiques dans lesquels le pétrole rentre en quantité abondante on peut les mettre dans le même sac... à reamins. Alors de qui se moque-t-on ? Car si on limite le fuel domestique, le fuel industriel, lui, peut toujours être gaspillé sans vergogne. Sans doute que le PDG de Schlumberger n'était pas au courant, lui qui refusait de chauffer les ateliers. Non, on ne se moque pas des travailleurs impunément. Et les travailleurs de Schlumberger l'ont clairement montré, eux qui se sont mis en grève pour exiger le chauffage de leurs ateliers. Gageons que les travailleurs dans leur ensemble, à l'usine mais aussi dans les HLM, sauront suivre leur exemple.

Les 300 mineurs de puits de Faulquemont (Moselle) se sont mis en grève vendredi 27 pour s'opposer à la fermeture définitive du puits prévue dans la soirée. Au moment même où Usinor et la Solmer viennent de se rendre acquiescents, pour deux milliards de mines de charbon aux USA, au moment même où la bourgeoisie mène une campagne sans précédent sur la crise de l'énergie, on ferme un puits dont les réserves étaient estimées à plus de 150 millions de tonnes. Alors qu'un «conseil interministériel» auquel la presse avait fait un large écho, s'était réuni pour décider de freiner la diminution de la production charbonnière, on met 300 mineurs à la porte et on abandonne des millions de tonnes de charbon. Et que l'on ne vienne pas nous dire que c'est parce que l'on ne trouve plus de mineurs, que les Français ne veulent plus faire ce travail, etc... Regardons en face les conditions de travail et de salaire des mineurs, les accidents quotidiens, souvent-nous de leurs luttes pas si lointaines.

Dans la France socialiste de demain, nul doute que les richesses de notre pays seront mises en valeur, au service des travailleurs.

Non à l'anarchie capitaliste
Soutenons la lutte des mineurs de Faulquemont
Non à la fermeture !

SNIAS grève contre les licenciements et les mutations

A la SNIAS (Société Nationale Industrielle Aérospatiale), un plan de licenciement de 6000 travailleurs est à l'étude. Ce n'est maintenant plus un secret pour personne. La société, qui fabrique le «Concorde» et l'«Airbus», programmes extrêmement coûteux, qui n'ont enregistré que très peu de commandes, doit être tôt ou tard restructurée.

Le désintérêt des compagnies aériennes pour Concorde menace d'ores et déjà les bureaux d'étude, dont les effectifs doivent être ramenés en décembre de 1700 à 1550, et d'ici 1976 à 1200. Mais, depuis 2 ans déjà, ce sont 150 jeunes qui n'ont pas été repris à leur sortie du service militaire, et de nombreux travailleurs de plus de 60 ans ont été priés de prendre leur retraite. D'ailleurs Dufour, directeur des usines toulousaines, s'il déclarait récemment «absurdes» le plan de 6000 licenciements, avait déjà annoncé le 19 mars, que 1400 emplois devraient être supprimés prochainement. Voilà pourquoi, à l'appel de leurs syndicats, 8500 travailleurs, soit la quasi totalité des travailleurs des usines toulousaines de la SNIAS, ont manifesté mardi 24 septembre, se rendant au siège de l'ORTF Midi-Pyrénées et exigeant 5 minutes d'antenne, pour que soient exposées les menaces qui pèsent sur leur emploi, préparées jusqu'alors dans le secret.

Jeudi, la lutte devait prendre un tour nouveau. Le matin, en effet, 33 travailleurs étaient convoqués par la direction pour s'entendre signifier leur mutation aux usines Marignane-Marseille, afin d'y rejoindre les quelques 220 ouvriers de Toulouse qui y travaillaient déjà sur les hélicoptères PUMA. Huit travailleurs, pour la plupart mariés, avec des enfants, refusent ces mutations forcées. Ils sont aussitôt licenciés.

La nouvelle transmise, plusieurs milliers de travailleurs des trois usines de Toulouse, cessent le travail et se rejoignent à Saint Martin du Touch, où ils tiennent un meeting devant le bâtiment de la direction, scandant «non aux licenciements». Dans l'après-midi, les travailleurs décident de séquestrer le chef du personnel et le chef de sécurité, tant que les licenciements n'aurent pas été levés. La séquestration sera poursuivie jusqu'à 3 h du matin, moment choisi par les CRS et les gardes mobiles pour intervenir et faire évacuer brutalement les ouvriers des bureaux de la direction. L'opération, qui a fait 3 blessés, a été grandement facilitée par le souci des directions syndicales d'éviter «toute exploitation de la séquestration, qu'ils s'efforçaient déjà de présenter sous des dehors des plus «courtois». L'heure étant à l'élargissement de l'Union Populaire, il importe pour eux de ne pas se couper de ces «salariés» soi-disant exploités, en réalité serveurs zélés de la bourgeoisie, que constituent les chefs du personnel et autres chefs de la sécurité.

La mobilisation des ouvriers ne faiblit pourtant pas et l'occupation est décidée vendredi dans 2 usines, la grève reconductible dans la troisième. Mais dans la journée, des dirigeants CGT et CFTD décidaient de suspendre l'occupation en fin d'après-midi et de convoquer des assemblées générales pour lundi matin, sous le prétexte qu'il faut réaliser l'unité d'action de tous les syndicats, FO, CGC, CFTC compris. En fait, il s'agit plutôt d'une manœuvre visant à mettre les travailleurs sous l'emprise d'un cartel d'organisations de l'Union de la Gauche, déjà formé dès le jeudi après-midi. Se servir de cette lutte pour imposer la discussion au Parlement du problème de la SNIAS et faire valoir les propositions de l'Union de la Gauche en matière de gestion capitaliste, tel est en définitive le but des révisionnistes et des réformistes à la tête des syndicats de la SNIAS.

Mais les travailleurs n'ont que faire de savoir si Concorde peut être rentable ou non, ils refuseront, comme à Lip, de faire les frais de la concurrence acharnée, règle du système capitaliste, qui fait que Concorde ne se vend pas. Au mot d'ordre des révisionnistes : «pour la défense de l'emploi, de Concorde et de l'aéronautique française» ils opposeront leurs vraies revendications :

PAS UN SEUL LICENCIEMENT
A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE.

SOUSCRIPTION
POUR
FRONT ROUGE
QUOTIDIEN
25 MILLIONS
AVANT LA
FIN DE
L'ANNEE

NON AUX ASSISES CONTRE LE SOCIALISME

MANOEUVRES DE MITTERRAND POUR RENFORCER LE P.S.

La préparation des assises dites «du socialisme» qui se tiendront les 12 et 13 octobre, s'accélère avec la publication du texte préparatoire que nous analysons ci-contre, sur lequel se sont mis d'accord le PS, les dirigeants du PSU et des dirigeants de la «troisième composante»: CFTD ainsi qu'«Objectif socialiste», etc... Avec cette opération le PS de Mitterrand prépare son élargissement. Divers commentaires, et le texte préparatoire aux «assises» qui affirme son adhésion au «programme commun», de la «gauche» tout en présentant un projet «auto-gestionnaire» montrent quels sont les calculs des dirigeants du PS. Le PS n'a pu se regonfler, reconquérir l'audience électorale qu'il a actuellement (confirmée par les progrès enregistrés aux élections législatives partielles de dimanche) qu'en profitant de l'appui que lui a donné le P.C.F. dans la perspective de conquérir ensemble une majorité électorale. L'appui du P.C.F. a revêtu essentiellement l'aspect du «programme commun». Ce «programme» revêt toujours une grande importance pour le PS tant que celui-ci envisage comme plausible de gouverner dans un proche avenir en s'appuyant sur l'alliance avec le P.C.F.

En même temps le PS tient à affirmer que ses projets ne se réduisent pas au «programme commun» car il se réserve toujours la possibilité de rompre avec le P.C.F. afin de gouverner avec d'autres alliances, si l'occasion s'en présente. Le PS entend bien jouer ainsi le rôle de parti charnière. L'absorption du PSU qui a toujours désavoué le «programme commun» et l'adhésion active des dirigeants de la CFTD qui ont au moins fait des réserves à l'égard de ce programme, permettent au PS d'affirmer son autonomie face au P.C.F. Rocard ou Chapuis servent à cela, bien qu'ils affirment ouvertement, comme ils viennent de le faire dans le «Nouvel Observateur», «personne ne peut se contenter du programme commun» ou lorsqu'ils opposent au «programme commun» une «coalition d'orientation réellement socialiste». En même temps leurs déclarations ne sont pas susceptibles de mettre en cause l'alliance PS-P.C.F.

Jusqu'à présent, le P.C.F. a adopté à l'égard des «assises» une attitude pour le moins prudente, se contentant de répliquer à Rocard et Chapuis. Une telle attitude s'explique du fait que les principaux dirigeants actuels du PS ont réaffirmé leur attachement au «programme commun». Elle s'explique aussi par le fait que le P.C.F. ne peut aller très loin dans la condamnation des mises en cause du «programme commun» puisqu'il laisse lui-même la porte ouverte à un remaniement de ce programme dans la perspective d'alliances plus larges, notamment avec les gaullistes. C'est ce qu'indiquait Paul Laurent dans l'édition de «l'Humanité» du 17 septembre tout en défendant le «programme commun» contre les remarques de Chapuis, il écrivait: «Bien entendu cela ne signifie pas un attachement fétichiste à chaque syllabe d'un texte élaboré il y a 2 ans qui peut subir telle adaptation conjoncturelle ou peu bénéficier d'enrichissements nouveaux».

SCHLUMBERGER: le syndicat C.F.D.T. prend position contre les «assises»

Les travailleurs de Schlumberger viennent de mener une grève victorieuse pour imposer à leur patron la suppression des mesures de restriction du chauffage qu'il avait imposé. M. Schlumberger, qui avait appelé à voter Mitterrand lors des présidentielles, avait ainsi trouvé grâce à la campagne alarmiste du gouvernement un bon moyen pour faire des économies sur le dos des travailleurs. Mais ceux-ci, en se mettant en grève illimitée jusqu'au rétablissement du chauffage, ont contraint leur patron «de gauche» à reculer: deux heures après, il rétablissait le chauffage. Le consensus social prôné par Mitterrand a ainsi été rejeté par les travailleurs. Toujours à Schlumberger, le syndicat C.F.D.T. a pris une position nette contre les assises du socialisme: les travailleurs refusent que le parti qui soutient leur patron mette en plus la main sur leur syndicat. Nous publions quelques extraits de cette déclaration qui même si nous ne partageons pas toutes les affirmations, n'en constitue pas moins un réquisitoire clair contre l'opération Mitterrand et ses conséquences pour les travailleurs.

Le PS se sert aussi de l'absorption du PSU pour se donner un visage «plus» révolutionnaire. Des déclarations comme celle de Jean le Garrec, secrétaire national adjoint du PSU, à «Politique Hebdo», montrent quel rôle d'illusionnistes à l'égard du PS, les dirigeants du PSU sont prêts à jouer. Jean le Garrec déclare (10 septembre) «le PS est à présent «disponible», et crédible aux yeux des travailleurs. L'irruption du PSU et des mouvements de la «3e composante» feront contre-poids, dans l'unité, malgré les notables, malgré un héritage parfois compromettant». En présentant un projet de «société socialiste auto-gestionnaire», le PS entend aussi profiter du vide laissé dans les perspectives de la «gauche» par le P.C.F. qui a abandonné toute référence au socialisme. La plus grosse carte que le PS veut jouer avec ces «assises» c'est évidemment celle de la CFTD. Il veut se servir de la CFTD pour renforcer, comme l'affirme le document préparatoire, sa «base ouvrière et populaire». A son audience électorale dans diverses couches bourgeoises et petites-bourgeoises (comme l'indiquent les dernières législatives), il veut ajouter une audience importante qu'il n'a pas dans la classe ouvrière, il veut aussi se servir de la CFTD comme intermédiaire pour freiner les luttes ouvrières s'il arrive au gouvernement. Maire et les autres dirigeants de la CFTD doivent jouer ce rôle irremplaçable de pourvoyeur. Mais les travailleurs ne laisseront pas faire de telles manœuvres de la social-démocratie qui n'ont rien à voir avec leurs intérêts et leurs aspirations. Déjà, une forte opposition à cette opération se manifeste. Les méthodes utilisées pour la préparation ont contribué à rebuter de nombreux militants et de nombreux travailleurs. Le moins que l'on puisse dire c'est que cette préparation ne brille pas par sa démocratie, démocratie dont les préparateurs des «assises» se réclament tant. La parution, à 15 jours seulement de la réunion du texte préparatoire en est un exemple flagrant. Au sein du PSU, de nombreux militants, bien que défendant des idées erronées du «socialisme auto-gestionnaire», refusent de renforcer un parti qu'ils jugent justement comme un parti bourgeois, encastré par des notables. C'est surtout au sein de la CFTD que l'opposition est forte et importante pour la classe ouvrière. Nombreux sont les travailleurs syndiqués, militants, délégués et même responsables plus élevés qui s'opposent à l'opération. A tel point que dans le dernier numéro de «Syndicalisme», Edmond Maire, sur la défensive, a éprouvé le besoin de rappeler que la CFTD ne «participe pas» aux assises. Dans la même déclaration Maire réaffirme ce qu'il avait déjà dit au sujet de: «l'appel pour le développement d'une grande force socialiste» paru le 12 juin: «la CFTD ne s'est pas exprimée sur cet appel. Ce n'est pas son rôle». Comme si les signatures en bas de cet appel, de 10 membres du Bureau National et de nombreux responsables fédéraux et régionaux n'avaient été que pure coïncidence. Ces réflexions pour le moins hypocrites ne sauraient tromper les travailleurs qui refusent de voir leur syndicat CFTD passer sous le contrôle étroit du PS, parti bourgeois.

le texte préparatoire pour les assises :

LA PHRASE «REVOLUTIONNAIRE» MISE AU SERVICE DU PROGRAMME COMMUN

Le document qui sera présenté aux Assises dites «du socialisme» des 12 et 13 octobre vient d'être publié. Ce document, mis au point essentiellement par les dirigeants du PS, du PSU et de la CFTD présente, selon ses auteurs, «un projet de société» qui doit servir de base à la constitution d'un grand parti socialiste, en fait à l'élargissement du parti de Mitterrand. Celui-ci a décidé d'avancer la date du Congrès du PS pour entériner l'absorption, du moins l'expère-t-il, du PSU, de la direction de la CFTD et de quelques groupes de moindre importance. Le document comporte trois parties: une analyse de la société capitaliste dans laquelle nous vivons, une présentation de «la société socialiste à construire», enfin l'exposé des moyens pour y parvenir.

DE LA CRISE GENERALE DU CAPITALISME...

La première partie montre combien les travailleurs sont victimes du système capitaliste dans tous les domaines de leur existence, sans exception. Sauf une, selon les auteurs du document: le niveau de vie s'est amélioré! Ceux-ci affirment curieusement: «les gains de productivité réalisés grâce au progrès technique... ont permis aux travailleurs d'améliorer sensiblement leur niveau de vie». Ce n'est certes pas l'avis de la masse des travailleurs qui, ces dernières années ont mené d'importantes luttes pour des augmentations de salaire. S'il est vrai que les travailleurs consomment plus qu'autrefois, cela ne signifie pas une amélioration du niveau de vie: historiquement, les besoins évoluent (exemple: le travail plus fatigant nerveusement oblige à manger plus de viande) et le capitalisme monopoliste d'Etat multiplie les besoins: fatigue accrue par les transports, le travail en 4 x 8 qui fait du frigidaire un besoin impératif, etc... Sur les autres problèmes, le constat est fidèle à la réalité. Les conséquences du progrès technique dans notre société capitaliste sont analysés: augmentation des cadences, parcellisation des tâches..., qui ne touchent plus seulement les ouvriers, mais aussi d'autres catégories comme les employés. On envisage «le bouleversement de l'ensemble de la vie économique et sociale» due à la concentration capitaliste, «la mise en condition des aspirations des individus» par la monopolisation des moyens



en fourvoyant le syndicat dans l'opération «assises» du PS» les dirigeants CFTD renie les acquis de la lutte de Lip.

d'information. «Tout s'ordonne autour de la manipulation de la consommation et le marché s'étend à toutes les sphères de la vie», remarque le document: «du logement au loisir jusqu'à la sexualité, en passant par l'espace, le soleil, l'eau... il n'y a plus de zone préservée». Mais le capitalisme ne s'effondrera pas pour autant de lui-même, ajoute-t-on fort justement.

...AUX ASPIRATIONS REVOLUTIONNAIRES DES TRAVAILLEURS

Face à cette situation, les aspirations révolutionnaires des travailleurs s'affirment. Là encore, le document préparatoire aux «Assises» discerne bien une réalité que plus personne, y compris au sein de la bourgeoisie, ne peut ignorer: «les revendications premières demeurent, qui portent sur l'augmentation du niveau de vie et la réduction du temps de travail. Mais on en voit surgir d'autres qui s'attaquent directement à l'organisation capitaliste du travail, remettant en cause les rapports hiérarchiques, imposent l'exigence du contrôle des travailleurs. Les exemples sont multiples, dans l'entreprise... mais aussi en dehors du terrain de la production. Etat, Eglises, Armée, Ecole, aucune des valeurs, aucune des institutions ne sont aujourd'hui épargnées». Le document note encore: «dans les entreprises, un nombre croissant de salariés manifeste leur volonté de participer à la conduite des luttes» et «la volonté des travailleurs est de définir eux-mêmes les changements auxquels ils aspirent».

A une telle description d'une société dans l'impasse, qu'y a-t-il à redire? Rien, mais voyons la suite, car en s'appuyant sur cette description avec laquelle les travailleurs ne peuvent qu'être d'accord (c'est ce qu'ils vivent), les auteurs du texte entendent justifier leurs «solutions».

Le procédé ne manque pas de démagogie dans la mesure où les «solutions» proposées sont bien éloignées des problèmes à résoudre.

... LA «SOLUTION» DES «SOCIALISTES»

En intitulant la deuxième partie: «le socialisme à l'ordre du jour» les auteurs du document des «Assises» présentent la perspective

du socialisme comme un but à atteindre. Ils tranchent ainsi avec le rapport préparatoire au Congrès du P.C.F. où, Marchais a gommé toute référence, même formelle, au socialisme. Mais qu'est-ce «socialisme» qu'on nous présente? Lorsque les auteurs du document affirment que les pays de l'Est ne donnent pas une référence acceptable pour la construction du socialisme chez nous, que la démocratie socialiste n'existe pas dans ces pays, tandis que «le modèle de consommation capitaliste influence... les pays communistes européens», leurs affirmations rencontrent les préoccupations des travailleurs qui rejettent la caricature de socialisme donnée par l'URSS et d'autres pays est-européens, où une nouvelle bourgeoisie a restauré le capitalisme, alors qu'en Albanie le socialisme se consolide. Lorsqu'ils opposent à cette caricature une société où les travailleurs puissent exprimer largement leurs points de vue dans tous les domaines, où ils puissent élire et contrôler «en permanence» leurs représentants, ils énoncent là des principes fondamentaux de la démocratie socialiste qui doivent avoir cours dans tout pays socialiste digne de ce nom.

LA CONCURRENCE EN GUISE DE DEMOCRATIE SOCIALISTE

Mais la démocratie socialiste ne peut vivre si les travailleurs n'ont pas entre les mains les moyens de centraliser toute l'activité du pays pour l'orienter. Or, cette centralisation est rejetée par les auteurs du document: pour eux, toute «centralisation des décisions» est contraire à la libre expression des travailleurs. Sous ce prétexte, ils justifient même l'indépendance des entreprises et la concurrence entre elles, comme dans n'importe quel pays capitaliste. Avec le «socialisme auto-gestionnaire»: «L'entreprise voit donc ses décisions canalisées par les incitations du Plan. Mais, restant en situation de compétition, qu'elle soit socialisée ou privée, elle reste libre de ses décisions...» Notons la similitude avec les propositions du «programme commun» qui n'envisage qu'un contrôle central à posteriori de l'activité des entreprises. Lorsqu'ils disent vouloir éviter la bureaucratie des pays de l'Est, les rédacteurs semblent oublier que cette bureaucratie n'est pas au-dessus des classes: en tant que moyen d'éloigner la masse des

travailleurs de l'exercice du pouvoir, elle est un pur produit de la domination de classe de la bourgeoisie elle-même. Pour ce combat, les travailleurs ont besoin de moyens que le document refuse d'envisager.

SOCIALISME «AUTO-GESTIONNAIRE» OU LIBERTE D'EXPRESSION POUR LA BOURGEOISIE

Sous prétexte de défendre la «démocratie», le document affirme ainsi: «le socialisme auto-gestionnaire repose sur le pluralisme. Il garantira la liberté d'expression à tous, partisans ou adversaires du socialisme.»

S'il s'agit d'assurer l'expression des préoccupations, des idées des masses populaires ou apparaissent des contradictions que seuls la libre expression, le débat, permettent de résoudre, c'est en effet une exigence importante de la démocratie socialiste, mais cette liberté pour les masses populaires n'est réalisable que si les travailleurs clouent le bec à ceux qui propagent les idées du capitalisme et préparent ainsi l'opinion pour un retour en force de la bourgeoisie. Or, cette dernière condition est absente du document.

Les auteurs du document notent pourtant: «le socialisme de demain restera longtemps tributaire de l'héritage du passé», ils parlent de l'organisation capitaliste de la production, du travail, qu'il sera difficile de modifier en un clin d'œil, ils parlent des mentalités forgées par une éducation qui «a trop souvent abouti à développer la compétition, le sens de la hiérarchie et de la soumission», des mentalités qu'il ne sera pas facile de changer du jour au lendemain. Ils affirment encore: «l'auto-gestion n'est compatible qu'avec une société très égalitaire. La longue période de sa mise en place exige donc une lutte constante pour diminuer les inégalités héritées du capitalisme». Le document reconnaît ainsi la persistance de points d'appui dans la société qui peuvent servir à la bourgeoisie, même une fois renversée, pour redévelopper son influence. Mais, on n'en tire aucune conclusion sur la nécessité pour la classe ouvrière de disposer des moyens de répression contre la bourgeoisie.

UN «SOCIALISME» QUI LAISSE LES TRAVAILLEURS DESARMES DEVANT LA BOURGEOISIE

Lorsque le document affirme qu'il faut substituer l'Etat socialiste à l'Etat capitaliste, il ne conçoit absolument pas celui-là comme un instrument de domination de la classe ouvrière pour poursuivre la lutte contre la bourgeoisie renversée, jusqu'à sa liquidation en tant que classe et pour s'opposer à tout coup de force contre-révolutionnaire. Le document affirme: «l'armée devra être profondément transformée pour correspondre à sa vocation de défense d'une collectivité nationale assurant librement son destin pour rompre avec la tendance du pouvoir actuel d'en faire l'instrument dirigé contre ce que le pouvoir actuel appelle l'ennemi intérieur». Certes, une France socialiste devra avoir une défense nationale puissante pour s'opposer à toute agression d'une puissance impérialiste, mais elle devra avoir aussi une force armée entraînée à combattre l'ennemi de l'intérieur: en l'occurrence, la bourgeoisie, pour faire face à toute éventualité: refuser cela, c'est désarmer par avance les travailleurs, c'est leur refuser la possibilité d'exercer le pouvoir.

LE SOCIALISME VICTORIEUX EN CHINE EST NIE...

Lorsque sous les termes de «socialisme auto-gestionnaire», les rapporteurs mettent la possibilité pour les travailleurs de donner leur point de vue et de diriger toute l'activité du pays, dans tous les domaines, ils défendent un principe sans lequel le socialisme ne peut vivre, mais lorsqu'ils refusent aux travailleurs les moyens de centralisation et de répression d'un Etat prolétarien, ils leur refusent la possibilité d'exercer le pouvoir. C'est cela que les auteurs du texte tentent de masquer, lorsque, parlant des «pays communistes» en général, ils identifient l'URSS et la Chine. Alors qu'en URSS, l'Etat prolétarien a dégénéré en une nouvelle dictature bourgeoise, en Chine et en Albanie, les travailleurs sont aujourd'hui les maîtres dans tous les domaines, sans exception, grâce au renforcement de la dictature du prolétariat exercée contre la bourgeoisie, contre toutes les anciennes classes exploiteuses et leurs influences.

QUAND LE RESPECT DE LA LEGALITE BOURGEOISE REMPLACE LA PRISE DU POUVOIR

Le «socialisme auto-gestionnaire» tel qu'il est décrit et la façon d'envisager la prise du pouvoir forment un tout, comme le montre la troisième partie: «une stratégie pour vaincre». Pas plus que les moyens indispensables aux travailleurs pour exercer le pouvoir, on n'envisage les moyens indispensables aux travailleurs pour prendre le pouvoir. La liquidation de l'appareil d'Etat bureaucratique et militaire de la bourgeoisie servant à réprimer les travailleurs n'est pas du tout fixée comme un préalable à la transformation socialiste de la société, le seul préalable, selon les auteurs du texte, c'est la victoire électorale de la gauche qui doit lui permettre, une fois au gouvernement «la prise en main des leviers de commande de l'Etat», autrement dit de recueillir intact l'appareil bureaucratique et militaire de la bourgeoisie pour le modifier ensuite peu à peu. Et, pendant ce temps, la bourgeoisie se laissera faire, en martyr! Qui le croira? A part Rocard. Celui-ci, qui se présente comme la gauche du nouveau parti socialiste qui sortira des Assises, comme sa caution «révolutionnaire» a tiré de drôles de leçons des événements sanglants du Chili. Ecoutons son éditorial dans «Tribune socialiste» du 15 juin, dix mois après le putsch du Chili, alors que les travailleurs chiliens meurent encore dans les geôles fascistes: «Dans un pays développé, à économie complexe et très ouvert aux échanges internationaux, et compte tenu de l'immense capacité d'adaptation et de récupération qu'a toujours le capitalisme, il n'y a pas de perspective de victoire socialiste par le moyen d'une insurrection armée. Comme l'a montré le Chili, l'ouverture de la marche vers le socialisme se fera par la voie légale, c'est-à-dire électorale, et le processus restera légal, quitte à transformer progressivement mais complètement le contenu de cette légalité et sauf coup de force armée de la bourgeoisie, qui n'en a pas partout les moyens».

POUR LES «AUTO-GESTIONNAIRES» DU P.S. UNE SEULE SOLUTION «LE PROGRAMME COMMUN»

La «marche vers le socialisme» dans le respect de la légalité bourgeoise, telle est la voie que nous tracent en fin de compte les auteurs du document préparatoire aux «Assises». On ne s'étonnera pas après cela qu'ils nous offrent en conclusion la défense du «programme commun». En définitive, un gouvernement sur la base de ce programme réformiste qui ne met pas du tout en cause la logique du système capitaliste, tel est le seul moyen concret qu'ils nous proposent pour «un changement de société». On peut toujours après ça faire des grandes affirmations du genre: il ne faut pas se contenter d'un «front des mécontents», il faut constituer un «front de classe qui, spontanément défensif, anti-monopoliste doit, par la clarification de ses objectifs politiques à court terme et à long terme devenir offensif, anti-capitaliste». On a plutôt bonne mine en défendant en même temps un «programme commun» qui soutient par exemple les capitalistes des petites et moyennes entreprises. Tous les beaux discours contenus dans le document des «Assises» sur la «crise de la société», sur les «contestations nouvelles», la «démocratie du socialisme auto-gestionnaire» apparaissent alors pour ce qu'ils sont, un trompe l'œil pour mieux faire accepter l'éclecticisme et le «programme commun» défendus par Mitterrand, tout en paraissant répondre aux aspirations révolutionnaires grandissantes des travailleurs, dont on est bien obligé de tenir compte.

Jean-Paul GAY

luttes ouvrières...

tolerie industrielle de roanne: grève contre des licenciements

En grève depuis plus d'une semaine, les 37 ouvriers de la Tôlerie Industrielle de Roanne, occupent leur usine avec leur section CGT et l'appui de la CFTD au plan local. Ils s'opposent ainsi à la fermeture de leur usine et luttent pour: Pas un seul licenciement. Première grève dans les métaux à Roanne depuis 1969, cette lutte bénéficie du soutien de toute la population, en témoigne la manifestation de Vendredi qui regroupait plus de 2500 personnes et à laquelle une délégation des Tanneries d'Annonay était présente. Le PCR (ml) soutient et popularise la lutte. Non à la fermeture. Pas un seul licenciement.

Correspondant Roanne.

villeurbanne: grève des ouvriers du chantier Montcocol

Montcocol est une entreprise spécialisée dans les travaux de terrassement et emploie 75 travailleurs, tous immigrés, répartis sur 3 chantiers. Les conditions de travail y sont particulièrement exténuantes et les accidents fréquents. Le mercredi 11, le chef, raciste notoire, ayant voulu faire sauter une demi-heure aux ouvriers, ceux-ci se mettent en grève immédiatement et exigent: 50 centimes pour tous. Primes de déplacement et d'ancienneté. Malgré les tentatives du patron pour essayer de briser la grève (lettres

d'intimidation, emploi d'intérimaires...) les travailleurs popularisent leur lutte sur tous les autres chantiers et envisagent de monter une section syndicale. Le PCR (ml) apporte son soutien à la grève en organisant la popularisation et des collectes.

Correspondant Villeurbanne.

Manubat: 85 licenciements chez un "patron de gauche"

Prévus depuis juin, 85 licenciements et une réduction d'horaire à 40 heures étaient annoncés le 5 septembre à la réunion du Comité d'Entreprise. La position de la section CFTD et des syndicalistes révolutionnaires est claire: pas un seul licenciement! La popularisation auprès des autres boîtes commence et le mardi 24 un meeting, rassemblant les ouvriers des différentes usines où l'emploi est menacé (Bourgogne électronique licencie des intérimaires, Ateliers de Saulieu: 45 licenciements, Roy: 100 licenciements), mobilise 150 travailleurs devant Manubat. Dans leurs prises de paroles, le délégué CFTD de Manubat, militant marxiste-léniniste, le camarade de la CFTD des Ateliers de Saulieu et le militant du comité de lutte montrent à quel point le chômage frappe les travailleurs du département et affirment la volonté des travailleurs de refuser de faire les frais de la crise et de lutter contre les licenciements. Lorsqu'on se rappelle que le PDG de Manubat avait appelé à voter Mitterrand lors des dernières élections, on peut se demander si ces licenciements ne préfigurent pas le «programme commun».

Corr. Manubat.

...et paysannes



stand du P.C.R. à la foire de Beaucroissant

Notre photo

La Foire de Beaucroissant avec son marché aux bestiaux et de matériel agricole est avant tout un grand rassemblement paysan. Aussi, en ce moment où les paysans entrent massivement en lutte, le PCR (ml) se devait d'y intervenir. Au stand du Parti décoré des drapeaux des peuples en lutte, s'élevaient la presse et les brochures révolutionnaires. Des chants révolutionnaires donnaient le ton. Autour des panneaux, simples, sur le Parti, l'agriculture capitaliste, le marché commun, l'alliance des ouvriers et des paysans s'engageaient des discussions sur ces mêmes thèmes. De nombreux paysans viennent poser des questions: «Qu'est-ce que vous proposez pour nous?», «Pourquoi le salaire des ouvriers augmente plus vite que les revenus agricoles?». Après réponse, les camarades font un panneau pour dénoncer la propagande bourgeoise qui vise à opposer ouvriers et paysans, en expliquant le budget de

l'ouvrier, la baisse de salaire réel et les luttes de la classe ouvrière, montrant par des exemples, la solidarité ouvriers-paysans. L'impact qu'a eu le panneau et les contacts pris auprès des paysans et d'ouvriers montrent que le mot d'ordre «pouvoir des ouvriers et des paysans» suscite un vif intérêt.

Corr. Grenoble.

vente sauvage en saône et loire

En trois interventions: Chalon-sur-Saône, Montceau-les-Mines et Paray le Monial, c'est près de 100 Front Rouge qui ont été vendus autour des panneaux: «Unité paysans-ouvriers», «les coopératives agricoles au service du peuple», «Chine, Albanie, des coopératives au service du peuple», et de la table de presse de nombreuses discussions s'engagent et de nombreux contacts furent pris avec des paysans et des consommateurs venus à cette «opération vérité sur les prix agricoles à la production».

Corr. Montceau les Mines

Elections Législatives partielles :

LE P“S” RENFORCE SA POSITION DE PARTI CHARNIERE AUX DEPENS DE L’UDR ET DU P“C”F

Le résultat des 6 élections législatives partielles de dimanche dernier nous fournit un certain nombre d'indications concernant les différents partis bourgeois.

Les gains électoraux du PS et des radicaux de gauche sont assez importants : dans 5 des 6 circonscriptions, ces partis qui présentaient des candidats communs enregistrent des gains en voix par rapport aux législatives de 73 malgré le fort taux d'abstentions (voisin de 35%), et plus encore en pourcentage, (13% à Beaune et à la Baule, 11,5% à Albertville). Ces résultats renforcent la position du PS comme parti charnière, que ses gains soient réalisés dans des circonscriptions rurales, à faible implantation ouvrière, et pour certaines comme celle de Beaune de tradition anti-communiste, taillées sur mesure pour les ténors de la majorité, est particulièrement significatif.

Le PS et les radicaux de gauche, incarnent de plus en plus pour les électeurs traditionnels de l'UDR ou du «centre», la carte de rechange à la majorité actuelle qui ne leur inspire plus confiance. Ces progrès du PS prennent d'autant plus de relief comparés aux déboires du P.C.F. En effet si «l'Humanité» annonce dans son édition du 30 septembre : «Recul de la droite et progrès de la gauche», elle se garde bien de souligner les pertes du parti révisionniste dans 4 des 6 circonscriptions : (3,7% à Beaune, 2,5% à Annonay, 2,4% à la Baule). Il n'y a que dans la circonscription de Périgueux qu'il améliore ses résultats :

30,44% contre 27% en 73. C'était la première occasion pour le P.C.F de tester l'impact électoral de sa politique «d'union du peuple de France» avec l'appel aux gaullistes, aux P.M.E.,... les résultats montrent le fiasco de cette politique. Ses appels aux électeurs gaullistes non seulement ne lui ont pas apporté de voix supplémentaires, mais lui ont même sans doute, fait perdre une partie de son électorat ouvrier. La comparaison des scores des différentes formations du «programme commun» montrent une nouvelle fois, et encore plus nettement, que ce sont le PS et les radicaux de gauche qui sont les bénéficiaires de «l'union de la gauche», au détriment du P.C.F.

La débâcle de l'UDR dans ces circonscriptions pourtant choisies sur mesure, est considérable. Le parti qui pendant 16 ans a présidé aux destinées de l'Etat bourgeois est de plus en plus déconsidéré, même auprès de son électorat habituel. Ces élections étaient intéressantes dans la mesure où il s'agissait d'anciens ministres de Pompidou et notamment de Messmer, ex-premier ministre, de Fontanet, dirigeant du CDP groupuscule rallié à l'UDR et qui s'était engagé à fond dans le soutien à Chaban. Si Messmer a été réélu au premier tour malgré une perte de voix de 17%, Fontanet (-3%) risque fort d'être battu au second tour, tandis que Guéna et Lecat (-2%) sont en mauvaise position ; d'autant plus qu'il n'y avait pas de candidat réformateur au premier tour et qu'ils ont donc fait le plein des voix de la majorité. Une des caractéristiques de ce scrutin

est en effet l'absence des «centristes», le «centre» n'existe plus depuis que sous la conduite de Lecanuet il a intégré la nouvelle majorité présidentielle ; il a perdu le seul attrait électoral qu'il pouvait avoir auprès d'une faible partie des opposants à la majorité présidentielle, son caractère d'opposition modérée. Il n'y a plus désormais face à face que la majorité et l'opposition de gauche, cartels au sein desquels se livre, entre les différentes forces qui les composent, une lutte pour la prééminence. C'est ainsi que le recul de l'UDR n'est certainement pas pour déplaire aux Républicains Indépendants et à leurs alliés réformateurs qui se sont gardés de s'engager aux côtés de ces candidats alors que les dirigeants de la gauche ont tenu plusieurs meetings pour soutenir leurs candidats. A cela, deux raisons : ne pas s'afficher auprès d'anciens ministres du précédent gouvernement, déconsidérés par leur politique réactionnaire alors que tous les efforts du nouveau gouvernement visent à accroître l'idée qu'il pratique une politique de changement. Et surtout ils espèrent que l'érosion électoral de l'UDR lui permettra de mieux la subordonner à l'actuel gouvernement et de rééquilibrer la majorité présidentielle en leur faveur. Dans cette situation difficile, l'UDR reste dans une expectative prudente, hésitant entre deux options différentes. La première voie, celle de Charbonnel et de Jobert consiste en critiquant le nouveau gouvernement et en esquissant un rapprochement vers la gauche à se refaire une nouvelle image de marque pour faire oublier les 16 ans

passés au gouvernement au service de la bourgeoisie et les attaques portées contre les travailleurs. Cette «mutation» est facilitée par la compréhension de la «gauche» qui a déjà accueilli certains transfuges du gaullisme comme Pisani et Jeanneney et espère bénéficier de nouveaux «changements de bord» pour acquiescer enfin la majorité électorale. L'autre voie qui s'est notamment exprimée aux «journées d'études» de Cagnes-sur-Mer où étaient invités tous les parlementaires UDR, c'est le soutien au gouvernement sous la houlette de Chirac. Pour ce dernier, venu prononcer le discours de clôture, les choses sont claires, si les députés UDR veulent conserver leurs sièges il leur faut avoir l'investiture de la majorité présidentielle et ils doivent donc soutenir le gouvernement sans réticence : «Il est bien évident que si nous nous mettons dans une situation nouvelle, nous serions en compétition avec un candidat ayant reçu une investiture présidentielle et un candidat unique de la gauche. Alors l'UDR disparaîtrait...» En contrepartie, il promet «aux prochaines élections, dans le cadre d'une nouvelle majorité présidentielle... au minimum cent cinquante députés UDR». Chirac espère que sensibles à ses avertissements, les députés UDR resserreront les rangs autour du gouvernement pour préserver ce à quoi ils tiennent le plus : leur siège et ne se laisseront pas entraîner sur les traces de Jobert et de Charbonnel.

Serge LIVET

enquête sur les Législatives partielles en Savoie.

Dans la deuxième circonscription de la Savoie, l'un des six ministres déçus, Fontanet, part à la reconquête de son siège de député. Fontanet, qui aime à se présenter comme l'enfant du pays, est député de cette circonscription depuis 18 ans. Ses deux principaux adversaires seront Blanc (PS) et Rochemaix (P.C.F.).

Pour les travailleurs, Fontanet, c'est l'ancien ministre du travail, c'est le père de la Circulaire de division de la classe ouvrière qui porte son nom. Pour les savoyards, c'est aussi l'homme qui présida à toutes les installations de grandes stations de sport d'hiver. Ces stations, pour lesquelles il se vante d'avoir débloqué des crédits, sont gérées par des sociétés comme la SETAM qui équipe Val Thorens, directement contrôlée par le Crédit Agricole et le groupe Suez-Indochine. Egalement financées par les communes, donc par les contribuables, ces stations à grand standing rapportent surtout aux banques et aux promoteurs. Evidemment, pas question pour les travailleurs d'y mettre les pieds. Un cheminot nous dira : «Nous y allons l'été pour promener les gosses, mais l'hiver c'est exclus».

Et Fontanet présente cette politique touristique comme le moyen de sauver la région. Mais, pendant ce temps, l'agriculture de montagne disparaît, les jeunes ne peuvent plus rester et vivre aux prix pratiqués pour leurs produits - surtout le lait. Plus d'un quart des paysans ont plus de 65 ans. Les autres vont à l'usine dans la vallée ou sur les chantiers. Beaucoup sont ouvriers-paysans, témoin cette femme dont le mari travaille sur les chantiers et qui nous explique qu'elle prend en hiver des vaches des paysans d'en-haut qui ne peuvent les garder, faute de locaux assez grands. «Les stations, c'est bien joli, mais le Crédit Agricole ferait mieux de donner des crédits aux paysans», dira-t-elle. Tout ce que Fontanet a pu proposer pour les paysans, c'est une prime à la vache-tondeuse (150 F pour les vaches qui montent aux alpages et broutent l'herbe des stations de ski, ce qui évite que la neige ne glisse l'hiver sur des herbes trop grandes). Au cours des mandats du député Fontanet, des difficultés n'ont pas manqué d'apparaître au niveau de l'emploi. Le trust Péchiney-Ugine-Kuhlman possédant une

aciérie à Ugine s'est transporté aussi à Fos où les matières premières reviennent moins cher. Des cadres d'Ugine sont déjà partis à Fos. Dans la vallée, on craint que Péchiney-U.K. ne ferme l'aciérie petit à petit. Tous ces faits jouent contre Fontanet, c'est pourquoi celui-ci, la peur au ventre, a battu campagne comme jamais, faisant plus de 120 réunions et se déplaçant même dans les localités réputées «d'opposition». Tous les moyens lui sont bons : lui qui, lors d'une précédente campagne, avait fait distribuer dans la montagne des extraits d'une encyclique papale condamnant le communisme pour effrayer les paysans, prend aujourd'hui un ton plus «radical» et part en guerre contre «les curés de Témoignage Chrétien qui soutiennent le PS».

Mais les travailleurs s'opposent à cette situation, résultat d'une politique dont Fontanet est responsable à divers titres. Le P.C.F et le PS ne s'y sont pas trompés ; Marchais, Juquin, Chevènement, tous sont venus vanter les mérites de l'Union de la Gauche... jusqu'à Mitterrand en personne qui s'est rendu à Bourg St Maurice pour prêter main forte à son poulain Maurice Blanc. A Albertville, un porte-à-porte dans les cités HLM nous permet de discuter avec des familles populaires. Ceux qui déclarent vouloir voter pour la gauche ont le sentiment de voter «utiles», de voter contre Fontanet. Mais quand on pousse plus loin la discussion, qu'on cherche à savoir si réellement la gauche amènerait à leurs yeux des solutions valables, les réponses sont rarement affirmatives : «Il faut un changement mais on ne sait pas si la gauche fera changer» ou encore «Mitterrand, la gauche, c'est pas le Pérou, mais on n'a rien d'autre à se mettre sous la dent !» Une ouvrière d'Ottelec nous explique ce qu'elle pense des élections : «On ne peut pas arriver à de vrais changements, seulement par des élections.» Dans le Beaufortin, vallée pourtant réputée pour son conservatisme, une paysanne nous dira : «Il faut que ça change pour les paysans aussi» Elle ne votera pas Fontanet. Elle écoute avec attention nos explications sur l'Union de la Gauche et sur la collectivisation des terres dans les pays réellement socialistes. Elle répond, «Oui, ça serait bien, il faudrait essayer».

Devant ces aspirations et ces questions posées par les masses, que propose la gauche ? Loin d'y répondre, le candidat socialiste Blanc justifie ainsi sa candidature : «On vous a dit que la gauche, c'était le changement dans le risque, mais si je passe, ça ne modifiera rien à l'Assemblée, vous aurez donc le changement, mais pas le risque». Et Mitterrand, de son côté, pour s'attirer les suffrages des petits paysans parle de «l'honneur qu'il y a d'être propriétaires et enchaîné sur la joie qu'il éprouve à pouvoir gambader sur les quatre hectares bien à lui de sa propriété des Landes... ce qui provoque des désapprobations des paysans dans la salle. A noter que dans leur critique à Fontanet, ces socialistes-là ne souffleront mot de la Circulaire Fontanet. Un immigré nous explique son aversion pour Fontanet, mais il sait aussi que la gauche propose le statut de l'immigration, variante de la Circulaire Fontanet...

Si ici beaucoup iront voter contre Fontanet, comme cette ménagère dont le mari travaille aux aciéries et qui assure : «Dans la famille on est tous contre Fontanet», ces élections sont pourtant loin de susciter un enthousiasme débordant. Une militante CFDT nous fait part de son embarras : «Je ne sais pas encore si je vais voter» dit-elle. Elle a rencontré le Parti au Larzac et assisté au vidage de Mitterrand. «Je n'ai aucune confiance au PS, jusqu'à présent, je votais pour Rochemaix, mais voilà si longtemps qu'on vote Rochemaix et que ça ne mène à rien, qu'on finit par se lasser». A Ugine, à deux pas des aciéries, un retraité qui a travaillé 40 ans aux laminaires, nous confie : «Si la gauche passait, ça ne changerait pas grand chose. Je me rappelle 36 et l'après-guerre, on a bien eu des choses, mais ça a été repris par la suite. Vous savez, quand «ils» sont au gouvernement...»

On le voit, ces élections partielles ne traduisent pas seulement une poussée vers la gauche comme voudrait le faire croire le journal «L'Humanité» de ce lundi, elles montrent aussi les aspirations réelles des travailleurs et le peu de crédit qu'ils accordent quant au fond, aux propositions de la gauche, qu'ils votent encore pour elle ou qu'ils en soient déjà dégoûtés.

le 30/9/74
Reportage Albert CHATILLON

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____
gls form _____
envoyer à F.R. BP 161 75884 Paris Cedex 18

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France
gli trimestriel 1 an 60 F
gli semestriel 3 mois 15 F
gli form 1 an 120 F
pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif

Portugal :

LE PEUPLE FAIT ECHEC A SPINOLA ET AUX FASCISTES

Le 10 septembre, le général Spínola appelait «la majorité silencieuse» du peuple portugais à se défendre activement contre les «totalitarismes extrémistes». En une nuit les murs se couvrirent d'affiches reprenant ce discours et convoquant à une manifestation de la prétendue «majorité silencieuse» à Lisbonne, le 28 septembre.

Dès l'annonce de la manifestation, les masses avaient multiplié les demandes d'interdiction, les protestations et les mises en garde. Spínola ne disait rien. Dans la nuit de vendredi à samedi des rumeurs de coup d'état se répandent, affirmant que Spínola se serait emparé de tous les pouvoirs.

Dès cet instant, les masses populaires descendent dans la rue et bloquent toutes les voies d'accès à la capitale, sans en oublier une seule. Des barricades innombrables surgissent tout autour de Lisbonne, barrant fermement la route aux manifestants fascistes. Des cars amenant à la manifestation organisée par les fascistes sont

mis hors d'état de rouler, les cheminots et les chauffeurs des cars publics participent activement aux barrages. Les militaires se joignent aux masses populaires qui contrôlent sévèrement tous les véhicules et arrêtent tous ceux qui portent des armes. 40.000 armes de toutes sortes vont être saisies, ce qui démontre, s'il en était besoin, les intentions de la soi-disant «majorité silencieuse». Les militaires du Mouvement des Forces Armées vont arrêter 300 personnes, dont plusieurs dignitaires du régime déchu le 25 avril.

Ce n'est qu'après cette mobilisation exemplaire des masses pour empêcher la manifestation, que le gouvernement jugera la marche sur Lisbonne «inopportune». La détermination du peuple portugais vient de faire échec à une tentative fasciste. Lundi matin, Spínola annonce sa démission.

Ce mouvement de la droite, dirigé par les membres du parti libéral, parti archi-réactionnaire,

disposait de moyens financiers très importants puisque des avions privés avaient répandu des milliers de tracts dans tout le pays. Les fascistes payaient les frais de déplacement pour la manifestation, allaient même jusqu'à offrir aux plus ignorants un pèlerinage à Fatima. Il s'agit là de la deuxième tentative de coup de force de la droite en deux mois et demi. Derrière chacune d'elle on trouve la main de Spínola. Porté à la tête du gouvernement par le mouvement du 25 avril, celui-ci n'en demeurerait pas moins totalement lié à la grande bourgeoisie portugaise. Si celle-ci fût surprise par le mouvement du 25 avril, elle reste néanmoins en place et ces derniers mois, elle se réorganise politiquement. De nombreux journaux et partis ultra-réactionnaires refirent surface sous des étiquettes libérales ou progressistes, Spínola et ses plus proches collaborateurs ne pouvaient être qu'à leur solde. C'est pourquoi, devant le puissant essor de la mobilisation du peuple portugais pour la démocratie et la satisfaction de ses revendications, Spínola tenta

de redresser la barre au profit de ses maîtres. Le voilà parti.

Ce départ forcé est une victoire arrachée par les masses portugaises. Il clarifie d'un seul coup la situation politique, et les illusions entretenues depuis le 25 avril sur le bloc uni que représenterait l'armée coloniale portugaise qui se serait rangée d'un seul tenant du côté du peuple et n'aurait plus de lien avec la bourgeoisie. Aujourd'hui, il apparaît très clairement que la bourgeoisie qui a espéré pendant tout un temps, perpétuer sa domination, une fois le fascisme tombé, par Spínola interposé, s'apprête à rétablir tous ses privilèges et à priver le peuple des droits qu'il a conquis. La tentative de coup d'état de samedi dernier va se répéter : l'exemple du Chili est là pour le montrer, où le coup d'état de Pinochet a été précédé de maintes tentatives avortées, de maintes répétitions. Le peuple portugais doit se préparer à ces affrontements, doit se préparer à briser la contre-révolution armée qui se prépare.

le 1.10.74



le peuple portugais reste mobilisé contre le fascisme...

Marché Commun Agricole : OPERATION COUP DE POING DE SCHMIDT

Après le refus allemand d'entériner l'augmentation de 5% des prix des produits agricoles définie par le conseil des neuf le 19 septembre, Chirac parle de «malentendu» et promet qu'à la prochaine réunion des neuf tout rentrera dans l'ordre. Qu'en est-il exactement ? Pour refuser cette décision, l'Allemagne invoque la lutte contre l'inflation et s'en prend à ses partenaires européens, notamment la France, qu'elle accuse d'empêcher la libre concurrence dans la CEE du fait des mesures nationales que celle-ci a prises le 17 juillet dernier (prime à la vache, «aide» aux producteurs de porcs). Quant à l'URSS, elle a fait semblant de s'indigner des menaces proférées par Ford. Protestations de «sainte-n'y-touche», quand on sait quels profits fabuleux elle a tiré de la situation au Moyen-Orient : d'un côté elle a vendu au prix fort et comptant armes et munitions aux pays arabes, de l'autre elle a revendu du pétrole aux Etats-Unis et à d'autres pays occidentaux pendant l'embargo. Les soviétiques achètent du pétrole au prix faible en exerçant la pression de leur prétendue aide militaire, et le réexporte au prix international, car eux aussi, pratiquent l'augmentation. Une fois de plus, c'est un soutien fictif aux peuples arabes et un sabotage réel, une condamnation verbale de l'impérialisme US et un soutien précieux en réalité.

Les pays producteurs ne céderont pas au chantage. Monique CHERAN.

Le gouvernement allemand s'en prend aussi aux mesures nationales décidées par la France. Mais d'une part ces mesures sont ridiculement faibles, comme l'ont montré les paysans en continuant leurs luttes cet été, et d'autre part, le gouvernement allemand lui aussi a pris dernièrement des mesures nationales (aménagement du remboursement de la TVA pour les paysans allemands). On se souvient aussi que lorsque le mark a été réévalué, les prix des produits agricoles allemands n'ont pas baissé, comme ils auraient dû le faire, suivant le règlement de la CEE.

Si l'Allemagne peut aujourd'hui, imposer de la sorte son point de vue dans la communauté des neuf, cela tient surtout à son poids économique aujourd'hui considérable, poids qui commence à se matérialiser au niveau politique. La commission de Bruxelles, loin de contredire les décisions de

Schmidt ne s'y est-elle pas au contraire pliée ? Pour l'Allemagne, l'agriculture européenne reste un flot privilégié du fait de la politique de soutien des marchés et le gouvernement allemand estime que cette politique contribue à maintenir une paysannerie peu rentable c'est pourquoi il cherche à concentrer davantage l'agriculture, à privilégier l'aspect «politique des structures» du marché commun agricole, à l'aspect «soutien des prix». C'est pourquoi il demande une redéfinition de la politique agricole commune tout en prenant soin de préciser qu'il ne remet pas en cause les principes de celle-ci. Face à cela, quel est le jeu de la France ? Bonnet est finalement ravi. Il ne va pas manquer de se servir de l'opposition allemande aux mesures nationales comme alibi pour refuser les revendications des agriculteurs. Il a déjà déclaré qu'il n'était pas question de prendre des mesures nationales car «nos préterions trop le flanc pour la prochaine session européenne». En plus à long terme, il essaiera de détourner la colère des paysans contre

l'Allemagne. Pour ce qui concerne le fond de la politique de l'Allemagne, Bonnet n'en n'est pas si éloigné puisqu'il vient également de proposer de faire prendre à l'agriculture française «un tournant fondamental» par une organisation économique des marchés. Cas idées ne sont pas nouvelles. Elles visent en fait à tenter de planifier l'offre et la demande dans le cadre du système capitaliste, c'est à dire à favoriser les groupements de producteurs et les gros paysans, la production issue des petites exploitations étant plus difficilement contrôlable du fait de leur nombre élevé. Chirac a raison de parler de «malentendus», les contradictions entre l'Allemagne et la France ne portent que sur la forme, sur la rapidité avec laquelle on concentrera l'agriculture, mais non sur le fond. Giscard d'Estaing présentait volontiers l'alliance avec l'Allemagne comme le pilier de l'Europe à venir, se targuait de ses bonnes relations avec le «socialiste» Schmidt... Le coup de poing de Schmidt rappelle la fragilité de ce projet politique !

Communiqué des A.F.A.

Le SECRETARIAT des Amitiés Franco-Albanaises (AFA) communique :

Depuis de longs mois, le journal L'HUMANITE ROUGE mène contre le Secrétaire Général de l'Association : Gilbert MURY, une campagne systématique. Les A.F.A. conformément à l'article II de leurs statuts, refusent de prendre position dans tout débat politique qui met en jeu la réalité française.

Mais le journal l'Humanité Rouge vient d'accuser leur secrétaire général d'avoir :

- 1) choisi pour publier un recueil de textes d'Enver Hoxha, secrétaire général du Parti du Travail d'Albanie (PTA), un éditeur récusé par les Albanais.
- 2) falsifié la traduction d'un texte d'Enver Hoxha.
- 3) que le choix de l'éditeur a été fait en plein accord avec nos amis Albanais.
- 4) que le texte entier du livre - préface, traduction et notes - a été revu en même temps par Gilbert Mury et par un militant du P.T.A., mandaté à cet effet, et actuellement membre du Comité Central.
- 5) qu'en tout état de cause, Gilbert Mury ne sachant pas l'albanais, n'a pu jouer un rôle décisif dans l'élaboration de la traduction.

Avant adressé en vain à l'Humanité Rouge une demande de rectification, dans une circonstance analogue, le secrétaire des A.F.A. décide :

- 1) de publier ce communiqué dans le bulletin de l'Association
- 2) de diffuser ce texte auprès de l'ensemble de la presse.
- 3) rappelle enfin qu'il ne se laissera entraîner dans aucune polémique qui l'amènerait à sortir du rôle propre qui est le sien.

Le Secrétariat de l'Association des Amitiés Franco-Albanaises.

PROFITS DES COMPAGNIES PETROLIERES PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 74 PAR RAPPORT AU PREMIER SEMESTRE 73:	
Occidental Petroleum Corporation	+ 68%
Indiana Standard	+ 106%
Continental Oil	+ 111%
Mobil Oil	+ 84%
Exxon	+ 52%
American Petrofina	+ 109%
CFP (France)	+ 14%
BP (Angleterre)	+ 276%

VIETNAM: ESSOR DES LUTTES DE LA POPULATION DANS LES VILLES

L'ACTE

D'ACCUSATION N°1

De tous côtés surgissent des manifestations contre la dictature du fantoche Thieu. Les luttes ont pris une ampleur extrêmement vaste au cours des dernières semaines et se sont succédées à un rythme très rapide contre la corruption, la faim, pour la paix et la concorde nationale.

Les ouvriers manifestent sans cesse contre les menaces de licenciements et de chômage, qui frappent jusqu'à 50% de la population du quartier de Cholon (Saïgon). Dans les filatures de Saïgon on parle de 20.000 licenciements possibles. Malgré la réglementation fasciste sur le droit de grève et de manifestation mis en place par Thieu, 30.000 ouvriers de Saïgon se sont réunis autour des mots d'ordre: «Non aux licenciements, défense des droits des travailleurs contre le groupe Tran Quoc Buu, arrêt de l'inflation pour garantir l'existence des travailleurs».

Par dessus tout, c'est la nature même du régime de Thieu qui est visée. Le nommé Tran Quoc Buu, «syndicaliste», agent de Thieu et de la CIA s'était arrogé, par arrêté municipal, le monopole du transport sur les sections desservies en cyclo, ruinant du même coup des milliers de triporteurs. Un comité pour la défense des droits des triporteurs, regroupant 3000 travailleurs, créé en juin, a imposé par la lutte, le respect de leur droit au travail.

Tran Quoc Buu n'est pas seul dans son cas. Tous les chefs de file politiques et militaires du régime se constituent de grosses fortunes par la corruption, la contrebande, le pillage des biens de la population. Les officiers supérieurs de l'armée et de la police de Saïgon (à partir du grade de commandant) constituent le quart de l'effectif des chefs d'entreprise les plus importants du Sud Viet Nam. La famille Thieu a une fortune de 3 milliards de francs. Parmi les 100 généraux saïgonnais, 30 ont plus de 30 millions. Cela suscite la colère de couches de plus en plus larges de la population, en particulier les catholiques dénoncent dès le mois

de juillet «un petit groupe de personnes qui considèrent le pouvoir comme un droit à se remplir les poches par n'importe quel moyen».

D'importantes manifestations à Hué puis à Saïgon ont eu lieu sous les mots d'ordre: «A bas le régime corrompu de Thieu qui piétine le peuple»; «A bas les laquais de Thieu». Cette protestation qui englobe jusqu'aux catholiques, traditionnels soutiens de la politique US au Viet Nam, a culminé avec la publication de l'Acte d'accusation n°1 à Saïgon; cet acte d'accusation dénonce les agissements de Thieu, de sa famille et de certains de ses ministres dans les transactions immobilières, le trafic d'héroïne. Ils dénoncent également le pillage de la population: un proche parent de Thieu a empoché 30 milliards de piastres (environ 250 millions de francs) dans des trafics sur les engrais. De même, la tante de Thieu est dénoncée pour retirer 50 à 60 millions de piastres (environ 800.000 francs) par mois de l'importation du riz tandis que «la population du centre manque de tout et doit même manger des racines de bananiers, des cactus, on a déjà compté plusieurs morts» (de faim).

Tous les aspects de la politique anti-populaire de Thieu suscitent des luttes de couches de plus en plus larges réduisant le régime Thieu à une clique sans lien aucun avec la population. Toutes les luttes des ouvriers contre le chômage et l'inflation, des journalistes contre la censure, contre la corruption convergent en un seul point: LE REGIME.

THIEU, L'INSTRUMENT

DE L'IMPERIALISME U.S

Le mouvement massif et large de la population des villes est le signe de la faillite de la politique de l'impérialisme US menée par Thieu depuis la signature des Accords de Paris en janvier 1973.

Les Accords de Paris avaient constitué une victoire importante du peuple vietnamien. Le G.R.P. à l'issue d'une lutte de plus de dix ans, a imposé aux Etats-Unis la reconnaissance de «l'indépendance, la souveraineté, l'unité, l'intégrité territoriale du Vietnam». Les Accords de Paris

prévoient la formation d'un gouvernement formé de trois composantes: le G.R.P., l'administration Thieu, et la 3e force constituée de personnalités et de couches hostiles à la poursuite de la guerre, au régime Thieu et à l'ingérence US. Les USA ont été obligés de retirer leurs troupes du Vietnam, de stopper les bombardements sur la R.D.V.N. et le Sud.

Pour autant, ils n'avaient pas renoncé à leurs visées néo-coloniales. Thieu a été l'instrument de leur politique en sabotant l'application des Accords. Pendant 20 mois, Thieu a nié l'existence de la troisième composante, emprisonnant des milliers d'opposants qui subissent les mêmes brimades que les 200.000 prisonniers politiques, jamais libérés malgré les Accords. Pendant 20 mois, Thieu a lancé des dizaines de milliers d'opérations d'empiètement, violant par là le cessez-le-feu. Pendant 20 mois, Thieu a soumis la population des zones contrôlées par son administration à une répression sauvage, interdisant toute vie démocratique, en dépit des Accords. Pendant 20 mois Thieu a saboté sans relâche l'application des Accords de Paris, en cachant même le contenu à la population.

Les Etats Unis ont tout mis en œuvre pour que Thieu puisse mener cette politique. Thieu reçut un volume d'aide supérieur à celui reçu dans les années précédentes: déjà 3 milliards de dollars pour 1974. 25.000 «conseillers» US encadrent l'armée de Thieu et organisent les opérations d'empiètement.

Au bout de 20 mois, cette politique est un échec total. Le Congrès lui-même refuse le budget d'aide au régime fantoche. Un «faucou» aussi acharné que GOLDWATER affirme qu'attribuer des crédits à Thieu, c'est jeter de l'argent par les fenêtres. La politique US depuis les Accords est un échec total car elle est impossible à appliquer. Vingt mois de lutte pour l'application des Accords ont rendu évident aux yeux de la population des zones contrôlées par Thieu que le seul obstacle à l'application des accords et au rétablissement de la paix était le régime Thieu.

Cette prise de conscience a permis au G.R.P. de riposter efficacement aux



Des journalistes brûlent des journaux contenant l'appel N°1 pour que la police ne puisse pas les saisir.

opérations d'empiètement. L'armée de Thieu, un des principaux piliers de la poursuite de la guerre «vietnamisée», se décompose. Les soldats désertent massivement. L'enrôlement forcé ne parvient plus à combler les vides, d'autant plus que les étudiants résistent à celui-ci et réclament la levée des mesures de conscription. La politique de fraternisation du G.R.P. a montré aux soldats en première ligne la signification de la politique de réconciliation nationale et ont compris le rôle que Thieu leur assignait. Dans le même temps, les ripostes du G.R.P. ont montré l'inutilité des tentatives de remporter une victoire militaire, pour l'essentiel, les troupes de Thieu sont aujourd'hui sur la défensive. La plus grosse partie des territoires grignotés par Thieu dans les zones libérées sont en grande partie détruites.

La prise de conscience de la population dans les zones libérées, la lutte du G.R.P. pour une application intégrale des Accords, les ripostes vigoureuses aux empiètements de Thieu, tels sont les facteurs indissolubles qui ont conduit à la faillite de la politique US-Thieu et ont conduit à un essor vigoureux des luttes dans les villes, visant le régime Thieu.

FORD DIGNE SUCCESEUR

DE NIXON

Pour autant, les Etats-Unis n'ont en rien renoncé à la «doctrine Nixon», dont le fondement est le maintien à tout prix des USA au Viet Nam. Le changement de Nixon en Ford n'a pas modifié la politique US à l'égard du Viet Nam. Les USA cherchent les moyens de manœuvrer dans la nouvelle situation.

Cabot Lodge, ancien ambassadeur des USA à Saïgon, l'instigateur en 1963 du renversement de Diem au début de l'engagement US au Viet Nam, est arrivé discrètement à Saïgon. La CIA s'agit et peut fort bien changer de cheval en précipitant le renversement de Thieu. Si Ford ne peut se permettre, comme Nixon, d'opposer son veto au vote du Congrès US concernant les crédits accordés à Thieu, les tentatives se multiplient pour trouver des solutions de rechange. Par exemple Kissinger essaie d'intéresser les grandes compagnies pétrolières à la recherche pétrolière au Sud Viet Nam. Comme elles se montrent hésitantes devant le peu de garanties qu'offre le régime Thieu, il envisage de susciter une intervention de la Banque Mondiale pour garantir ces recherches. Le but n'est pas tant de leur permettre de découvrir et d'exploiter de nouveaux gisements, que d'assurer par ce biais de substantielles rentrées de devises au régime Thieu ou à tout autre régime de remplacement.

Vingt mois après la signature des Accords de Paris, le Sud Viet Nam est encore un des points clefs de la lutte des peuples pour la libération nationale contre le néo-colonialisme. Que le rapport de forces se soit modifié considérablement depuis la signature des Accords, ne signifie pas que tout serait terminé par le renversement éventuel de Thieu. En signant les Accords de Paris, le G.R.P. savait qu'il répondait aux aspirations les plus profondes du peuple vietnamien. Mais il savait aussi qu'il ne pouvait attendre des USA qu'ils changent de politique: vingt mois de lutte lui ont donné raison. Si la lutte aujourd'hui aboutit à une défaite flagrante des USA, cela ne signifie pas que la réconciliation nationale soit imminente: tant que l'impérialisme US n'est pas contraint à renoncer à tout engagement et à toute ingérence dans les affaires intérieures du peuple vietnamien, la lutte se poursuivra. Les manifestations qui prennent corps au Viet Nam aujourd'hui montrent que ces vingt mois de lutte ont notablement renforcé le camp des forces de libération et d'indépendance et ont rendu beaucoup plus étroites les possibilités de manœuvres US.

Grégoire CARRAT

Derrière le paravent des négociations

sur la Sécurité en Europe

LES TENTATIVES DES DEUX SUPERPUISSANCES POUR DOMINER L'EUROPE

Les négociations sur la réduction des forces en Europe Centrale viennent de reprendre à Vienne. Ces pourparlers sont jumelés avec la «Conférence sur la Sécurité et la Coopération Européenne». Convoquées à l'initiative des deux super-puissances, ces conférences sont depuis plusieurs années dans l'impasse. Pourtant, le social-impérialisme soviétique, en particulier, avait mis beaucoup d'espoir dans ces débats. Selon son habitude, il avait fait beaucoup de bruit autour de son idée de détente, en avançant le projet «d'établissement d'un système de sécurité collective en Europe». Son plan de réduction des forces n'a pas besoin d'être analysé par un spécialiste pour montrer son caractère de supercherie: il y a environ un million d'hommes stationnés en Europe par deux blocs de l'OTAN et du Pacte de Varsovie: que proposait-il? Une réduction d'abord de 20.000 hommes par bloc, puis en 1976 et 77, deux autres réductions touchant au total 15% des effectifs, soit moins de 200.000 soldats en tout! En réalité, alors que les deux super-puissances discutent depuis des années pour, en principe, arriver à une réduction de forces en Europe, on assiste précisément à l'inverse! Les armements sont plus nombreux et plus perfectionnés que jamais, les troupes stationnées en Europe ont été augmentées. Il n'y a pas de région au

monde pour laquelle les deux super-puissances parlent plus de détente et de sécurité, il n'y a pas non plus de région au monde où ils aient massé plus de troupes! En fait, elles cherchent toutes les deux à faire reconnaître leurs sphères d'influence en Europe, tout en essayant d'empêcher sur les chasses gardées de l'autre. Cela d'autant plus que les pays européens, malgré de graves problèmes entre ces impérialismes, tentent de s'unifier politiquement, voire militairement. Pour les Etats-Unis, comme pour l'URSS, il s'agit d'empêcher que cette unification aboutisse à une relative indépendance de l'Europe. C'est pourquoi, loin de se retirer d'Europe, les deux super-puissances augmentent leurs moyens de pression. De ce fait, les négociations ne peuvent que piétiner, car, dans leur bataille acharnée pour la domination de l'Europe, l'URSS et les Etats-Unis montrent leur vrai visage: l'exemple de Chypre et du Moyen-Orient est plus clair qu'une conférence. Voilà pourquoi les sociaux-impérialistes ont peu de chances de voir leurs efforts couronnés de succès.

Pour que les super-puissances mettent en accord leurs paroles et leurs actes, il faudrait qu'elles retirent purement et simplement hommes et bagages de l'Europe, et cela, elles ne risquent pas de le faire de leur propre initiative.

LES REVISIONNISTES SOVIETIQUES

VENDENT L'URSS AUX CAPITALISTES U.S.

Depuis quelques années, les révisionnistes soviétiques ont érigé en principe économique la recherche des capitaux étrangers pour l'industrialisation de leur pays, en particulier de la partie asiatique de l'URSS. Parmi ces fournisseurs, l'impérialisme US est monté en flèche au cours des deux dernières années: la moitié des accords conclus entre Brejnev et Nixon pendant cette période portent sur les relations économiques. Cela n'est pas un hasard. Dans ce domaine, les intérêts des deux super-puissances se sont rencontrés: pour l'impérialisme US, l'élargissement du commerce allié à la pénétration des capitaux et du modèle capitaliste de direction dans l'économie de l'URSS, présente l'avantage de compléter l'implantation du capitalisme dans ce pays. L'URSS, de son côté, compte sur l'aide étrangère, sur l'aide américaine en particulier pour développer son potentiel économique et rattraper son retard technologique sur le monde occidental, ce qui lui permettrait de marquer des points dans la bataille pour les marchés. Quant aux USA, l'ouverture d'un débouché considérable en URSS leur permet d'apporter quelques remèdes à la crise dont ils souffrent, et de faire de gros profits. De plus, ces accords, comme tous ceux qu'elles passent entre elles, visent à donner aux deux super-puissances le monopole de la supériorité technique et scientifique en l'occurrence.

Ce nouveau pas dans la collaboration a fait passer les USA au deuxième rang des partenaires commerciaux de l'URSS, à une vitesse foudroyante: En deux ans, le volume des échanges a été multiplié par 7, les exportations américaines étant nettement plus fortes que leurs importations puisqu'elles ont été multipliées par 10. Il ne s'agit pas de simples échanges commerciaux entre un pays qui serait socialiste et un pays capitaliste; désormais, l'impérialisme US construit une série d'ouvrages importants, liés obligatoirement à des crédits à long terme et pour lesquels il fournit aussi équipements et machines. Les Américains font donc du bénéfice sur ces prêts, et ont en même temps un marché assuré, puisque les révisionnistes soviétiques doivent avec cet argent acheter du matériel américain. Un des contrats les plus gigantesques, signé entre «l'Occidental Petroleum Corporation» et les trois grandes organisations soviétiques du commerce extérieur, prévoit la construction à crédit d'un complexe industriel chimique: quatre grandes usines pouvant produire près de deux millions de tonnes d'ammoniaque. Le remboursement se fera sur la marchandise produite par ces usines.

Les peuples soviétiques qui ont lutté héroïquement pour renverser la domination capitaliste et l'exploitation, voient maintenant les dirigeants de l'URSS inviter à Moscou les représentations permanentes de 20 firmes et banques américaines. Pour les travailleurs soviétiques l'implantation US dans l'économie de l'URSS signifie misère et conditions de travail aggravées.